Le hasard et la nécessité : le cas de l'amiante

Marcel Goldberg

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/1568>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.1568

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 3 avril 2007

ISBN : 978-2-271-06453-0

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Marcel Goldberg, « Le hasard et la nécessité : le cas de l'amiante », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 16 | 2007, mis en ligne le 26 mars 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/1568> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.1568>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

Le hasard et la nécessité : le cas de l'amiante

Marcel Goldberg

- 1 **La Revue pour l'histoire du CNRS. Pouvez-vous rappeler brièvement les faits ?**
- 2 **Marcel Goldberg.** Les dangers de l'amiante sont connus depuis environ un siècle. Les connaissances relatives aux risques de cancer ont été établies de façon sûre depuis les années 1950-60. En France, il s'est produit dans les années 1970 une crise autour de l'université de Jussieu. Or du point de vue objectif et scientifique, les risques liés à l'amiante sont vraisemblablement faibles dans ces bâtiments, en comparaison avec d'autres circonstances d'exposition, notamment professionnelles.
- 3 **La Revue... De quand date réellement la prise de conscience ?**
- 4 **M.G.** À une utilisation croissante de l'amiante dès le début du vingtième siècle en raison de ses qualités exceptionnelles – qui culmine en 1973 –, a succédé, à partir de 1977, une phase « d'usage contrôlé » qui a marqué une prise de conscience de ses conséquences en matière de santé publique mais dont on ne tire pourtant toutes les conséquences qu'avec la décision d'interdiction totale à partir du 1^{er} janvier 1997. En 1977, paraissait la première réglementation en France, alors que la Grande-Bretagne avait légiféré dès 1931 sur ce sujet. Puis ce problème a quelque peu disparu, avant de réapparaître dans le milieu des années 1990. Un travail réalisé par un épidémiologiste anglais, Julian Peto¹, établissait des prévisions catastrophistes sur l'évolution de la situation dans les décennies à venir en Grande-Bretagne.
- 5 Le contexte avait également changé du fait de la crise du sang contaminé. Certains journaux titraient même « l'air contaminé ». Fin 1994, début 1995, ont commencé des consultations informelles d'experts, organisées par la direction des relations du travail et par la direction générale de la santé, dans un délai extrêmement bref. C'est alors que j'ai commencé à être impliqué dans l'expertise relative aux risques de l'amiante et, dans un premier temps, dans l'expertise collective qui a été réalisée par l'Inserm en 1995 et 1996.
- 6 **La Revue... Quel est le degré de dangerosité de l'amiante ?**

- 7 **M.G.** Il n'est hélas plus à prouver que l'amiante est une substance cancérigène. Il en existe deux variétés, le chrysotile et les amphiboles, qui provoquent des cancers du poumon ou de la plèvre. La durée entre l'exposition et l'apparition de la maladie varie de vingt à quarante ans. La quasi-totalité des cancers occasionnés par l'amiante sont apparus chez des travailleurs manuels qui ont été en contact avec ce matériau. Un rapport d'expertise a estimé à environ 2 000 le nombre de décès pour l'année 1996 en France et constaté une augmentation de 25 % de cas tous les trois ans. Mais il s'agit d'une pandémie. Elle touche particulièrement les pays industrialisés qui enregistrent une augmentation des cas de cancers liés à l'amiante de 5 à 10 % par an.
- 8 **La Revue... Vous évoquez une expertise collective de l'Inserm. Quelles en étaient les missions ?**
- 9 **M.G.** L'expertise relative à l'amiante, pluridisciplinaire, a été réalisée par un groupe de 11 experts. Il s'agissait d'une expertise à visée purement cognitive, l'objet en étant l'étude des effets sur la santé des principaux types d'exposition à l'amiante. Le groupe a refusé de répondre à des questions de gestion du risque, pourtant nombreuses dans ce domaine. Par exemple, il n'a pas indiqué s'il fallait bannir l'amiante ou mettre en place des produits de substitution. Néanmoins, il en a résulté une décision extrêmement lourde sur le plan économique, social et politique : en effet, le bannissement de l'amiante a été annoncé le lendemain de la publication du rapport, par le Premier ministre lui-même, Alain Juppé. Cette décision a d'ailleurs fait l'objet de certaines controverses, qui sont plus vite retombées en France qu'à l'étranger : le Canada a intenté un procès à la France devant l'Organisation mondiale du commerce suite à cette décision.
- 10 **La Revue... Que s'est-il passé alors ?**
- 11 **M.G.** C'est à ce stade que je me suis retrouvé à nouveau dans le cadre d'une expertise scientifique, dont les règles n'étaient plus du tout les mêmes, bien que le contenu ait été absolument identique. J'étais expert auprès du service juridique de la Commission européenne qui défendait la France. C'est un organisme français qui m'a désigné, de manière très informelle à l'origine. Un autre expert français était à mes côtés, ainsi que d'autres experts de divers pays plus ponctuels. Les questions étaient de nature très diverses : elles pouvaient être d'ordre cognitif, ou porter sur la gestion du risque... Nous n'avions aucun contrôle sur la nature des questions qui nous étaient posées : nous devions répondre aux questions qui étaient posées soit par l'adversaire, soit par le tribunal. Ces circonstances de l'expertise apparaissaient donc bien différentes de celles de l'expertise collective initiale. Finalement, le Canada a perdu ce procès.
- 12 **La Revue... Vous œuvrez pour une indépendance de l'expert². Qu'en est-il vraiment ?**
- 13 **M.G.** L'indépendance de l'expertise est une donnée fondamentale, mais il s'agit d'une utopie. Sont essentiels la transparence, le débat public, l'information sur le résultat, le processus... Il me semble, en réalisant un parallèle entre la démocratie politique et la démocratie sanitaire, que cette dernière n'a encore atteint que le stade des Droits de l'homme. Reste à établir une Constitution, à prendre des lois, des décrets et des circulaires. S'il a fallu des siècles à la démocratie politique pour se donner des règles formelles, je souhaite que cela soit plus rapide pour la démocratie sanitaire.

NOTES

1. Peto J., Hodgson J. T., Matthews F. E., Jones J. R. *Continuing increase in mesothelioma mortality in Britain. Lancet*, 1995, 345(8949): 535-9.
 2. Inserm. *Effets sur la santé des principaux types d'exposition à l'amiante*. Paris : Éditions Inserm – Collection Expertises Collectives. 1997.
-

RÉSUMÉS

Près de 100 000 morts d'ici à 2030. Un bilan national dramatique en perspective provoqué par le minéral « miracle » du XX^e siècle. L'amiante, puisqu'il s'agit d'elle, a très tôt été reconnue comme substance dangereuse, mais elle aura pourtant été utilisée un peu partout, au nom d'intérêts économiques mais au détriment de l'environnement. Entretien avec Marcel Goldberg, épidémiologiste, spécialisé dans l'analyse des risques professionnels.

Up to 100.000 deaths in 2030. A terrible national forecast due to the “miracle” mineral of the XXth century. Despite the asbestos had early been considered as a toxic substance, it was used several times everywhere to the detriment of the protection of the environment. Interview with Marcel Goldberg, epidemiologist specialized in the analysis of professional hazards.

AUTEUR

MARCEL GOLDBERG

Marcel Goldberg a dirigé une unité Inserm aujourd'hui intitulée « Santé publique et épidémiologie des déterminants professionnels et sociaux de la santé ». Il a participé à des expertises collectives de l'Inserm sur l'amiante et les fibres de substitution, a été membre du Scientific Committee for Occupational Exposure Limits de la Commission européenne et travaille au Département « Santé Travail » de l'Institut de veille sanitaire.